

par les luttes, pour l'autogestion

Certains croyaient naïvement que le XXXVI^e congrès de la C.F.D.T. réglerait des questions techniques sans guère aborder le terrain politique. C'était oublier simplement que la conjoncture est très mouvante à gauche aujourd'hui ; il était impensable que la C.F.D.T. n'apporte le poids de ses militants à l'appui du vaste courant pour l'autogestion socialiste qui s'ébauche, qu'elle ne renouvelle pas son attachement au socialisme décentralisé. Elle l'a fait avec vigueur. Alain Rannou en tire les leçons ; Edmond Maire et Hubert Lesire-Ogrel, de la commission exécutive de la C.F.D.T. précisent les positions de leur centrale .

Cinq jours. Le rideau est tombé. Cinq jours et, dans la bouche, comme un goût d'inachevé. Le but du Bureau National était de resituer la C.F.D.T. dans le champ syndical. Il fallait, à partir du projet de société d'Issy-les-Moulineaux, définir les modes d'actions, les revendications, la stratégie de la Centrale. Pour cela, le débat se devait d'être un échange d'expériences, d'analyses, permettant une synthèse autour des diverses résolutions. Il devait permettre de traduire dans la vie de tous les jours cette « grande fresque de la société à venir » afin de « vivre demain dans nos luttes d'aujourd'hui ».

La réalité fut autre. Si c'est autour de l'échange d'expériences concrètes, de luttes menées par les syndicats, qu'un projet devait se bâtir, cela fut, pour le moins, escamoté. A moins que les véritables enjeux ne se situent sur un autre terrain.

La situation en France est telle que le problème fondamental demeure la restructuration politique du mouvement ouvrier. Tout le monde l'a compris, du P.C.F. à la C.G.T. en passant par le P.S.

Aujourd'hui apparaît une autre stratégie, un autre projet dans la perspective de l'autogestion. Reste à savoir comment lui donner corps, comment en faire un axe déterminant pour mettre à bas ce régime ?

C'est une question fondamentale pour l'avenir, pour la lutte des travailleurs. Les délégués, dans leur grande majorité, le savaient. Cela dépassait largement le seul cadre de la C.F.D.T. Le temps de parole accordé - trop court - ne permettait pas aux intervenants de développer leur pensée, de faire la liaison avec leur pratique quotidienne. C'est vrai, mais on en sentait la volonté. Pour certains, cette litanie de prises de parole, est apparue comme ennuyeuse. Elle était, je crois, riche d'un mûrissement, d'un projet en gestation, d'interrogations, d'une volonté d'approfondissement.

L'enjeu, c'est le rôle de la C.F.D.T. dans cette restructuration, dans la création de cette force, la définition de sa stratégie, la précision du projet. Cela s'est fortement ressenti à partir des points chauds de ce congrès. Ce n'est pas par hasard si, lors du vote pour le Bureau National, Emile Le Bellier et Jacques Moreau sont parmi ceux qui ont recueilli le moins de suffrages. Ils s'étaient fortement engagés l'un et l'autre, sur des approches stratégiques différentes.

La précision, la clarification, s'est faite, bien entendu,

au détriment du nombre de mandats obtenus par chacun d'eux. Lors de la résolution générale, c'est sur le problème de la transition et des comités de grève que le débat a été le plus dur. La voie à suivre pour la prise du pouvoir, le problème des alliances, les moyens pour faire changer le rapport des forces au niveau social, la démocratie ouvrière, le syndicat dépassé ou non, outil de l'ensemble des travailleurs ou moyen secondaire pour obtenir une couverture légale. Le débat de fond est abordé.

La charte financière était un autre enjeu. Quels moyens doit se donner l'organisation pour pouvoir concrètement appliquer sa stratégie? Le débat fut long, confus. Mais en aucun cas, il ne fut uniquement technique. Il était, il ne pouvait être que fondamentalement politique. Le compromis voté n'est finalement que le reflet des incertitudes stratégiques.

Selon certains, la discussion sur ces points fut escamotée. Mais nous sommes à la C.F.D.T., c'est-à-dire dans une organisation syndicale de masse. Elle est donc le reflet des incohérences et des incertitudes des forces politiques autogestionnaires. Ne lui demandons pas de préciser à leur place ce qu'elles n'ont pas encore terminé. Emile Lever a retiré son amendement (sur les comités de grève et la négociation) contre l'engagement d'un débat sanctionné par un conseil national. Il faut que ce soit les militants qui prennent en charge ces problèmes, que la position de la Confédération reflète la pensée de la base. La Ligue Communiste s'est contentée de manœuvres bureaucratiques, imposant un vote par mandats en utilisant la signature de syndicats qui n'avaient pas donné leur



accord. Ces méthodes ont tout juste permis au « **patriotisme d'organisation** » de se réveiller et, sans l'amendement d'Emile Lever, elles auraient bloqué la possibilité d'avancer. Mais que voulez-vous, avant-garde oblige !

Sur ces problèmes, la C.F.D.T. n'est pas la seule engagée. D'autres forces sont en recherche (voir T.S. de la semaine dernière). Le P.C.F. l'a compris qui est intervenu violemment avant l'ouverture de ce congrès. Maire, dans sa réponse, a bien resitué le fond de la polémique : l'existence de deux projets chez ceux qui se battent pour renverser le régime capitaliste actuel. Il a bloqué l'échange d'insultes pour engager la discussion politique sans tomber dans le piège de l'anticommunisme.

La manière dont il a abordé le problème force le P.S. à se définir, accélère les contradictions en son sein. Le refus du projet politique contenu dans le programme commun, force le P.S. à se situer au travers de l'un ou l'autre, car maintenant, ne pas le faire, c'est déjà choisir, il ne peut plus, par rapport à la C.F.D.T., faire comme si l'autogestion et le programme commun, c'était la même chose. Il ne peut plus se servir d'un mot pour camoufler la nature réelle de son organisation.

L'avenir note dira si son changement de nature n'est qu'un ravalement de façade électoral ou correspond à un changement profond de son intervention sur le champ politique, économique et social. En tout cas, Maire lui a posé

très directement la question sous couvert d'une réponse à l'autre partenaire du programme commun.

La discussion sur l'ensemble de ces enjeux doit se poursuivre dans et hors le square Montholon. Nous avons un rôle important à jouer. La prochaine Conférence Nationale Ouvrière, la réunion du secteur « Femmes », les rencontres sur l'Ecole et la Formation permanente, le prochain Conseil National doivent nous permettre d'apporter notre contribution. Ce n'est que si l'ensemble de ceux qui croient que le socialisme sera autogestionnaire ou ne sera pas s'engage dans cette voie, que la création de la force politique capable d'organiser ce courant et de préciser son projet sera possible.

Alors, goût d'inachevé ou engagement dans un processus? Déception ou espoir? Ce n'est pas tellement dans les textes et amendements votés ou repoussés au congrès que l'on trouvera la réponse. C'est dans la compréhension de ces problèmes par les délégués, leur prise en charge par l'ensemble de l'organisation, leur traduction sur le plan des luttes sociales, leur avancée dans la prise de conscience de l'ensemble des travailleurs que se situent les véritables enjeux.

Alain RANNOU ■

Edmond Maire : « le réalisme n'est pas la modération »

● Tribune Socialiste. — Edmond Maire, quel est le sens des travaux de ce congrès ?

— Edmond Maire : En premier lieu, le but est d'améliorer l'efficacité au service des objectifs du congrès 1970. Les grandes fresques d'avenir définies alors n'ont pas été jusqu'à maintenant suffisamment accompagnées d'une analyse des conditions de leur réalisation. Il nous faut faire l'analyse lucide des rapports de force réels et non supposés, l'analyse des divisions que l'on rencontre dans les grèves entre catégories de travailleurs et catégories sociales. Il nous fallait définir une politique revendicative en fonction d'objectifs intermédiaires entre notre projet et la réalité d'aujourd'hui.

Dans la CFDT, nous considérons que le réalisme est sûrement plus efficace et plus révolutionnaire que la répétition perpétuelle d'une fresque d'avenir.

Je crois que l'autre point fort, c'est l'accord réalisé dès avant le congrès par une forte majorité et les méthodes d'action du syndicat.

Après le bouleversement représenté par la volonté de mettre en cause les scléroses de l'organisation. Après les excès qui ont ébranlé la notion d'organisation, de son rôle et de son utilité.

Le congrès montre la mise en lumière du rôle de l'adhérent, du pouvoir de l'adhérent, dans la décision d'action. Si tu veux, notre congrès démontre que le réalisme n'est pas la modération.

● Dans la présentation du rapport, et lorsque tu as répondu aux interventions, tu as plusieurs fois pris à partie les gauchistes.

— On met sous le terme de « gauchiste » deux types d'attitudes qui ni l'une ni l'autre, ne correspondent à la nécessité de constituer un rapport de force massif et conscient pour le socialisme autogestionnaire.

Les trotskistes, avec leur théorie de l'avant-garde et leur dogmatisme, nient l'apport irremplaçable que peut offrir un syndicalisme de masse et de classe pour une transformation révolutionnaire de la société. Pour les spontanistes, c'est l'oubli qu'il n'y a pas de projet collectif possible sans une organisation profondément démocratique qui est à la fois la mémoire du mouvement ouvrier et qui enrichit en permanence cet acquis en le soumettant sans cesse à la critique des adhérents et des travailleurs.

● Justement, par rapport aux comités de grève, tu as très durement attaqué la Ligue Communiste...

— Cette organisation part du principe que l'organisation syndicale est réformiste, donc il faut que les travailleurs la débordent et ce sur une ligne révolutionnaire, donc sur la leur. Cela amène, sous couvert de démocratie, à ne vouloir faire prendre en compte que les propositions d'une avant-garde éclairée : à partir de cela les risques de manipulation bureaucratique sont grands.



● **Oui, mais au fond, sur les comités de grève ?...**

— Je poursuis, si tu veux. Il y a deux cas. Ou bien l'organisation syndicale est forte, a un nombre d'adhérents élevé, est représentative des couches de travailleurs dans l'entreprise et le comité de grève est inutile. C'est à l'organisation syndicale de diriger la lutte en soumettant ses propositions à la discussion et à l'accord des travailleurs. Mais il est inutile de créer de nouvelles organisations pour les travailleurs lorsqu'il en existe déjà.

Ou bien le syndicat est moins fort, n'est pas implanté dans toutes les couches de l'entreprise et alors la CFDT comprend et admet parfaitement la création de comités de grève (ou de tout autre nom) permettant de regrouper autour de l'organisation tout ceux qui n'y sont pas représentés et d'assurer ainsi une véritable démocratie chez les travailleurs. Mais le rôle de l'organisation syndicale reste fondamental. Considérer que, dans une lutte, le syndicat n'est qu'un instrument, un support technique tout juste bon à aller négocier, est une erreur profonde. Tout d'abord parce qu'il n'y a pas que des luttes et qu'il faut bien assu-

rer la permanence de l'organisation des travailleurs contre le capitalisme. Ensuite, la conception dite de l'autogestion des luttes fait dire à certains qu'il faut que lutte par lutte les travailleurs s'auto-organisent spontanément. Je crois qu'il faut éviter d'employer l'autogestion à toutes les sauces. Il faut bien qu'il y ait un lien entre ces luttes, il faut bien que globalement la classe ouvrière en tire les leçons pour l'avenir.

Pour reprendre l'expression « autogestion des luttes » je dirai en boutade, qu'il n'y a pas autogestion sans planification. Le rôle de l'organisation syndicale sur ce point est irremplaçable. Elle doit être le lien, le creuset où la classe ouvrière s'organise, réfléchit, prépare son action ; elle doit être l'arme qui, à partir de cette réflexion, permet à l'action de se développer.

● **Oui, mais les organisations syndicales ne regroupent pas l'ensemble des travailleurs en France. Elles sont relativement faibles par rapport, par exemple, à l'Italie ou à l'Allemagne...**

— Justement le problème est bien celui du développement du mouvement syndical, il ne s'agit donc pas de vouloir encore l'affaiblir.

● **Et que peux-tu dire des déclarations de Marchais et de Poperen ?**

— La CFDT se bat aussi en terme de projet politique pour développer la cohésion et la convergence des forces socialistes autogestionnaires. C'est à partir du moment où la CFDT a rappelé l'existence évidente de deux courants socialistes que le PCF a commencé à réagir très fortement.

Sa conception « scientifique » lui évite de se poser les problèmes difficiles. On se réfugie dans l'intolérance dogmatique qui veut qu'il y ait qu'une science du socialisme basée sur Marx et Lénine. Puisque la théorie fait coïncider socialisme et démocratie ce n'est pas la peine de regarder plus loin, notamment de s'attarder sur les déviations autoritaires du socialisme des pays de l'Est...

Nous ne voulons pas de ce socialisme-là. Nous respectons les militants communistes dans l'action mais nous entendons aussi qu'ils nous respectent nous, nos idées, notre action. Nous faisons beaucoup moins d'anti-communisme que le PC ne fait d'anti-cédétisme. Je dirai même que nous ne faisons pas du tout d'anticommunisme. Nous sommes, avec le PCF, en désaccord sur le projet de société à construire. Nous le disons. Mais nous savons aussi que l'unité d'action contre le régime capitaliste est une nécessité. L'union de l'ensemble du mouvement socialiste est nécessaire pour le passage au socialisme en France.

Le débat, ce n'est pas l'échange d'insultes mais un dialogue franc et fraternel. C'est notre conception, nous n'en changerons pas.

Nous ne tomberons pas dans le piège qui consiste à vouloir nous faire abandonner le socialisme autogestionnaire pour éviter d'être taxés d'anti-communiste.

L'avenir socialiste de la France ne peut être qu'autogestionnaire parce que c'est la tradition du peuple ouvrier français, et que ce sont les aspirations qui se sont révélées à tout moment de notre histoire, notamment en 68.

(Propos recueillis par A.R.)